

Les employeurs publics écrivent à Manuel Valls pour demander la purge des hospitalier-e-s. Salarié-e-s des hôpitaux et maisons de retraite publics : la Fédération Hospitalière de France (FHF), qui regroupe et représente nos établissements au niveau national, entend encore diminuer les emplois, réduire le coût de nos salaires et nous faire travailler plus !

Tais-toi et bosse !

Un choc d'austérité réclamé
par les dirigeant-e-s des hôpitaux public
au 1er ministre !

La FHF entend réaliser, en 5 ans, cinq à sept milliards d'économies, essentiellement sur le dos des personnels, autour de 7 propositions présentées comme une véritable « feuille de route » pour le gouvernement.

La FHF se félicite de la « remarquable capacité d'adaptation » de ses établissements et nos directions se posent en véritable bras armés du gouvernement pour participer au plan d'économie de 50 milliards d'euros annoncé par Manuel Valls.

Nos directeur-trice-s demandent au gouvernement de faire sauter les derniers verrous afin d'intensifier la maîtrise de la masse salariale :

- Diminuer le coût de l'heure de travail (gel des avancements, du point indiciaire, arrêt des revalorisations catégorielles...),

- intensifier et généraliser la réduction des jours de RTT, initiée dans de nombreux établissements à ce jour, jusqu'à leur suppression,

- diminuer le coût des expertises CHS-CT (objectif : réduire les marges de manœuvre des représentant-e-s du personnel pour agir contre la souffrance au travail),

- réduire l'intérim médical,

- imposer des glissements de tâches en cascade (actes médicaux vers les paramédicaux, d'infirmières vers les AS, des AS...),

- réduire drastiquement de 50% des personnels des ARS et du Ministère,

- rogner les statuts des personnels médicaux et non médicaux (pour rendre les professionnel-le-s plus corvéables),

- Externaliser/privatiser les « fonctions supports », c'est à dire les services logistiques, médico-techniques et administratifs.

**Les directions demandent
les pleins pouvoirs pour rogner
les droits des salariés jusqu'à l'os!**

La lettre de la FHF fait état de 4 milliards d'euros en 10 ans, d'efforts « d'efficience », entendez d'économies. Il s'agit aujourd'hui d'économiser le double d'argent en moitié moins de temps et d'augmenter encore « la productivité des personnels! »



Union
syndicale
Solidaires

TAIS TOI ET BOSSE



**TAIRE NOS REVENDICATIONS
POUR EUX C'EST DE L'ARGENT**

Fédération
Sud Santé-Sociaux
"Solidaires
Unitaires
Démocratiques"

70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS

Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67

www.sudsantesociaux.org

contact@sudsantesociaux.
org

Paris, le 14/04/2014

Les dirigeants hospitaliers savent qu'il faudra compter avec de vives résistances des salarié-e-s et des réactions de la part des usager-e-s des hôpitaux, c'est pourquoi ils demandent par avance le soutien du gouvernement. «*Ces démarches difficiles génèrent de fortes économies. Les pouvoirs publics doivent afficher clairement leur soutien aux établissements et à leurs dirigeants*», c'est on ne peut plus clair comme carte blanche.

Les réformes successives : loi Hôpital Patients Santé Territoire (HPST), Tarification à l'activité (T2A), Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) ont déjà lourdement impactés l'organisation et l'offre de soins et de services de nos établissements. Les emplois sont devenus la principale **variable d'ajustement** des patron-ne-s du public pour équilibrer les budgets et être les bon-ne-s élèves des Agences Régionales de Santé.

C'est le constat du Centre d'Etude de l'Emploi, qui ajoute: «*...les soignants ont depuis longtemps l'impression d'exercer leur métier sous pression, ... cette course contre la montre s'accompagne d'une perte de repères sur les finalités et le sens du travail...*»

L'activité de nos établissements s'accroît et les effectifs diminuent en regard, si bien que nombre de nos services et établissements fonctionnent aujourd'hui au quotidien en « **mode dégradé** » comme disent nos gestionnaires.



Equipes exsangues, difficultés pour la pose de congés, repos déplacés, heures supplémentaires à gogo, Comptes Epargne Temps saturés, équipes éclatées, rappels à domicile, passage en 12H00, appel à des renforts quotidiens, disparition du collectif de travail et isolement sur le poste de travail, souffrance liée au sentiment d'un travail bâclé, perte du sens du travail, précarisation des emplois...

Les personnels s'échinent au quotidien à maintenir des soins décents dans des conditions de plus en plus périlleuses, à l'hôpital et dans les maisons de retraites, au péril de leur santé et jusqu'à l'usure professionnelle.

Déjà malade de trop d'économies, l'hôpital va agoniser avec ce trop d'austérité, à croire que l'idéal de la FHF serait un hôpital sans soignants ni patients !

Des feux s'allument, un embrasement général s'impose!

La Fédération SUD Santé Sociaux s'adresse à l'ensemble des Organisations Syndicales et les appelle à construire, dans l'unité la plus large, un mouvement durable, seul capable de faire reculer le rouleau compresseur du gouvernement et localement, nos directeur-trice-s d'établissements.

La Fédération SUD Santé Sociaux salue et soutient l'initiative de l'intersyndicale SUD Santé Sociaux et CGT de l'EPSM de Caen pour l'Assemblée Générale des hôpitaux en lutte qui s'est tenue le 4 avril dernier. Celle-ci a réuni plus de quarante établissements qui appellent à une nouvelle assemblée générale nationale le 22 mai à Paris.

SUD Santé Sociaux appelle partout les personnels, syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s, des établissements hospitaliers et médico-sociaux publics à se réunir, s'organiser en comité de lutte dans la perspective d'un mouvement national coordonné, avec leurs collègues des secteurs sanitaire, social et médico-social du privé qui subissent la même politique et les mêmes effets.